DÉPARTEMENT DE L'YONNE

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU GÂTINAIS EN BOURGOGNE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

PROCES-VERBAL
SÉANCE DU 25 SEPTEMBRE 2026

CHÉROY

L'an deux mil vingt-six, le 25 septembre à 10 heures, le Conseil communautaire s'est réuni, à l'espace « André Henry » de Chéroy, sur convocation et sous la présidence de Jean-François CHABOLLE.

Date de convocation : 11 septembre, modifiée le 18 septembre 2026

Présents : David ROUSSEL, Dominique JEULIN, Hubert DAVID DE SAUZÉA, Philippe DE NIJS, Valérie DARTOIS, Christian BENARD, Christine AITA, Jean-Loup COUTURIER, Antoine MOLLET, Frédéric NIESING, Laurent BOULMIER, Nadia LEITUGA, Loïc BARRET, Estelle ROGER, Fred JEAN-CHARLES, Béatrice HIMBRECHTS, Pascal REGNARD, Virginie LUCAS-MICAT, Pascal ANICA, Jérôme LORET, Bruno CHEMIN, Fabrice BOUILLE, Pascal VOVOS, Bruno COUARD, Gilbert GREMY, Jean-François CHABOLLE, Annie AMBERMONT, Frédéric BOURGEOIS, Marcel MILACHON, Patrick PELISSIER, Jean-François ALLIOT, Pierre-Eric MOIRON, Corinne PASQUIER.
Absent suppléé : Laurent ALBERT suppléé par Hubert DAVID DE SAUZÉA
Absents ayant donné pouvoir : Christelle NOLET ayant donné pouvoir à Antoine MOLLET, Christian DESCHAMPS ayant donné pouvoir à Marcel MILACHON, Bernadette DOUBLET ayant donné pouvoir à Frédéric NIESING.
Absents : Alain ARNAULT, Dominique ROUX, Lilian DESMETTRE, Fatima ZAGHARI, Damien DELARUE, Jean-Claude BERNARD.
Nombre de conseillers : 42
En exercice : 42
Présents : 33
Votants : 36
Quorum : 22
Secrétaire de séance élu ce jour : Pascal REGNARD.

ORDRE DU JOUR

1.ADMINISTRATION

1.1. Approbation des procès-verbaux de séance des 19 et 29 juin 2026
1.2. Compte-rendu des décisions prises par le Président
1.3. Compte-rendu des décisions prises par le Bureau communautaire
1.4. Election au sein de la commission Finances- procédures adaptées- subventions : candidature de Piffonds
1.5. Election au sein de la commission SPANC – Services techniques : candidature de la Belliole
1.6. Référent déontologue
1.7. Transition environnementale : Contrat d'Objectifs Territorial (COT) : validation de la stratégie économie circulaire et de son programme d'action

2. ENFANCE-JEUNESSE ET SPORT

2.1. Recrutement de saisonniers pour le centre de loisirs d'hiver 2026, de printemps, d'été et d'automne 2027

3. FINANCES

3.1. Modification du règlement budgétaire et financier
3.2. Admissions en non-valeur pour les budgets Principal et déchets ménagers
3.3. Taxe sur l'Exploitation des Infrastructures de Transport Longue Distance (TEITLD)
3.4. Amortissements
3.4.1. Budget Principal
3.4.2. Budgets Déchets ménagers et SPANC
3.5. Rapport de la CLECT

4. GESTION DES DECHETS

4.1. Validation de Plan Local de Prévention des Déchets Ménagers Assimilés (PLPDMA)

4.2. Avenant à la convention reprise des emballages en aluminium issues de la collecte sélective avec l'entreprise CAIRN RECYCLAGE

5. DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

5.1. ZA Gâtinais en Bourgogne Nord : Achat des parcelles YT16J et YT16K à Fouchères
5.2. ZA Gatinais en Bourgogne Nord : cession des parcelles YT37, ZP31 et YI8 sur les communes de Fouchères, Subligny et Villeneuve la Dondagre
ZA Gâtinais en Bourgogne Sud : Achat des parcelles YI28, YI29 et YI41 à Villeneuve la Dondagre
5.3. ZA Gâtinais en Bourgogne Sud : achat des parcelles ZE 24, C857 et C859 à Savigny sur Clairis
5.4. ZA Gâtinais en Bourgogne Nord : avenant n°1 au marché de travaux (lot 1 VRD) de réalisation d'un giratoire et d'une voie d'accès

6. RESSOURCES HUMAINES

6.1. Création d'un poste d'adjoint administratif principal 2ème classe

7. SPANC

7.1. Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service 2025

8. QUESTIONS DIVERSES

Distribution de la Lettre du Gâtinais

La séance est ouverte sous la présidence de Jean-François CHABOLLE, Président de la Communauté de communes du Gâtinais. Ce dernier procède à l'appel et ayant constaté le quorum atteint, déclare la séance ouverte à 10h01.

Le Président propose de désigner Pascal REGNARD au poste de secrétaire.

Vote : Abstention : 0 ; Contre : 0 ; Pour : unanimité

Le présent Conseil a été accompagné d'une présentation visuelle des documents. Les documents sont mis à la disposition des conseillers avec la convocation.

1. GENERAL

1.1 Approbation des procès-verbaux du Conseil communautaire des 19 et 29 juin 2026

Le Président soumet les procès-verbaux des réunions du Conseil du 19 et 29 juin à l'approbation de l'assemblée. **Les documents sont approuvés à l'unanimité.**

1.2. Compte-rendu des décisions prises par le Président

Décision 10 : Enfance jeunesse : Convention d'utilisation des locaux de l'école d'Égriselles-le-Bocage
Décision 11 : Enfance jeunesse : Convention de mise à disposition d'un Responsable Jeunes au collège de Saint-Valérien
Décision 12 Enfance jeunesse : Convention d'utilisation des locaux pour le mercredi de Nailly
Décision 13 Enfance jeunesse : Convention de prestation de service pour le mercredi de Nailly
Décision 14 Enfance jeunesse : Convention d'utilisation des locaux pour le mercredi de Villethierry
Décision 15 Enfance jeunesse : Convention de prestation de service pour le mercredi de Villethierry
Décision 16 Enfance jeunesse : Convention d'utilisation des locaux pour le mercredi de Savigny-sur-Clairis
Décision 17 Enfance jeunesse : Convention de prestation de service pour le mercredi de Savigny-sur-Clairis
Décision 18 Enfance jeunesse : Convention d'utilisation des locaux pour le mercredi de Saint-Agnan
Décision 19 Enfance jeunesse: Convention de prestation de service pour le mercredi de Saint-Agnan
Décision 20 Santé : Avenant n°2 au marché de cloisons – doublages - faux plafonds menuiseries intérieures du cabinet dentaire du Centre de santé du Gâtinais
Décision 21 Santé : Avenant n°2 au marché charpente – couverture- zinguerie du cabinet dentaire du Centre de santé du Gâtinais en Bourgogne
Décision 23 : Communication: contrat de maintenance site internet
Décision 24 : Enfance jeunesse : Convention de mise à disposition des locaux communaux de Valley pour l'École Multisports 26-27
Décision 25 : Enfance jeunesse : Renouvellement de convention de mise à disposition des locaux communaux de Brannay pour l'École Multisports 26-27
Décision 26 : Enfance jeunesse : Renouvellement de convention de mise à disposition des locaux communaux de Chéroy pour l'École Multisports 26-27

Décision 27 : Enfance jeunesse : Renouvellement de convention de mise à disposition des locaux communaux de Égriselles-le-Bocage pour l'École Multisports 26-27

1.3. Compte-rendu des décisions examinées par le Bureau communautaire

Bureau communautaire du 25 septembre 2026 :
2026-08-01 Marché pour la défense incendie des zones d'activités : adoptée à l'unanimité

2026-08-02 Marché pour un inventaire de la faune et de la flore de 3 secteurs ouverts à l'urbanisation pour de l'activité économique : adoptée à l'unanimité

1.4. Election au sein de la commission Finances- procédures adaptées- subventions : candidature de Piffonds

DIRECTION : Direction générale
SERVICE : secrétariat général
RAPPORTEUR ELU : Jean-François CHABOLLE
RAPPORTEUR SERVICE : Anne JACQUES

SYNTHESE : Il s'agit d'acter la modification de candidature pour la commune de Piffonds.

La commune de Piffonds a fait part de sa volonté de modifier sa représentation au sein de la commission « Finances-procédures adaptées- subventions ». Elle soumet la candidature de Michèle ROBERT en lieu et place de Viviane FOURQUET.

Le Président propose de voter à main levée.

Délibération DEL26-09-01

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délibérations DEL260332 et DEL260333 en date du 16 avril 2026 créant les commissions thématiques intercommunales et en organisant la composition,

Considérant la candidature de Michèle ROBERT pour représenter la commune de Piffonds en remplacement de Viviane FOURQUET au sein de la commission « Finances-procédures adaptées- subventions »,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

PROCLAME les membres de la commission « Finances-procédures adaptées-subventions » tels que figurants dans le procès-verbal d'élection de ce jour.

La nouvelle composition de la commission « Commission finances – procédures adaptées – subventions » est la suivante :
Président : Jean-François CHABOLLE

David ROUSSEL (Brannay)
Laurent ALBERT (Bussy le repos)
Alain ARNAULT (Chaumot)

Philippe DE NIJS (Chéroy)
Christian BENARD (Cornant)
Christine AITA (Courtoin)
Jean-Loup COUTURIER (Dollot)
Christelle NOLET (Domats)
Christian DESCHAMPS(Egriselles le bocage)
Laurent BOULMIER (Fouchères)
Nadia LEITUGA (Jouy) Présidente de la commission
Pascale LAGUIDE (La Belliole)
Estelle ROGER (Lixy)
Françoise DESVERGNES (Montacher-Villegardin)
Thierry AGUSSOL (Nailly)
Michèle ROBERT (Piffonds)
Bruno CHEMIN (Saint-Agnan)
Amar TAHER (Saint-Valérien)
Inès TOPER (Savigny sur Clairis)
Nicolas LE BRAZIDEC(Subligny)
Justine PASQUIER (Vernoy)
Marcel MILACHON (Villebougis)
Jean-François ALLIOT (Villeneuve la Dondagre)
Stéphanie QUESNEL (Villeroy)
Corinne PASQUIER (Villethierry)

1.5. Election au sein de la commission SPANC – Services techniques : candidature de la Belliole

DIRECTION : Direction générale
SERVICE : secrétariat général
RAPPORTEUR ELU : Jean-François CHABOLLE
RAPPORTEUR SERVICE : Anne JACQUES

SYNTHESE : Il s'agit d'acter la candidature de la commune de la Belliole au sein de la commission SPANC – Services techniques.

La commune de la Belliole a fait part de sa volonté d'être représentée au sein de la commission « SPANC – Services techniques ». Elle soumet la candidature de Loïc BARRET.

Le Président propose de voter à main levée.

Délibération DEL26-09-02

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délibérations DEL260332 et DEL260333 en date du 16 avril 2026 créant les commissions thématiques intercommunales et en organisant la composition,

Vu la délibération DE_2026_062 en date du 25 août 2026 portant la candidature de Loïc BARRET pour la représenter au sein de la commission « SPANC – Services techniques »,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

PROCLAME les membres de la commission « SPANC – Services techniques » tels que figurants dans le procès-verbal d'élection de ce jour.

La nouvelle composition de la commission « SPANC – Services techniques » est la suivante :
Président : Jean-François CHABOLLE

Anne TASSERY-LAHMI	(Brannay)
Romuald LETEUR	(Bussy le Repos)
Frédéric DEGOUY	(Chaumot)
Christophe GOUTELARD	(Chéroy)
Christian BENARD	(Cornant)
Christine AITA	(Courtoin)
Stéphane MARIE	(Dollot)
Jean-Pierre BARON	(Domats)
Frédéric NIESING	(Egriselles le Bocage)
Thierry THEIS	(Fouchères)
Denis RODRIGUEZ	(Jouy)
Loïc BARRET	(La Belliole)
Jean-Michel FONTAINE	(Lixy)
Joël NOUZÉ	(Montacher-Villegardin)
Pascal REGNARD	(Nailly)
Jérôme LORET	(Piffonds)
Bruno CHEMIN	(Saint-Agnan)
Jean CHEVALLIER	(Saint-Valérien)
Serge DUMAS	(Savigny sur Clairis)
Maxime BEAUCOURT	(Subligny)
Sandra BOUCHOUX	(Vallery)
Frédéric BOURGEOIS	(Vernoy)
Patrick PELISSSIER	(Villebougis)
Jean-François ALLIOT	(Villeneuve la Dondagre)
Pierre-Eric MOIRON	(Villeroy)
Brigitte BOUILLOT	(Villethierry)

1.6. Désignation du référent déontologue

DIRECTION : Direction générale
SERVICE : Secrétariat général
RAPPORTEUR ELU : Jean-François CHABOLLE
RAPPORTEUR SERVICE : Anne JACQUES

SYNTHESE : Tout élu local a le droit de saisir le référent déontologue. Il s'agit de désigner celui de la CCGB.

L'entrée en vigueur de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 dite « 3DS » a institué le droit, pour tout élu local, de consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés par la charte de l'élu local.

Le référent déontologue est désigné par l'organe délibérant de la collectivité territoriale, visé à l'article L. 5721-2 du Code général des collectivités territoriales. Plusieurs collectivités peuvent désigner un même référent déontologue par des délibérations concordantes.

Le référent déontologue est choisi au regard de garanties d'objectivité, d'indépendance, d'impartialité ainsi que de ses compétences et expériences, notamment en droit public et, le cas échéant, en droit pénal. Il ne doit pas être en situation de conflit d'intérêts avec les collectivités qui le désignent, ni être l'un de leurs élus ou agents, ni avoir exercé récemment un mandat d'élu local auprès d'elles, conformément aux principes fixés par le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022.

L'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du même décret fixe à 80 € par dossier le montant maximum des indemnités de vacation pouvant être versées aux personnes désignées en qualité de référent déontologue.

Il est proposé au conseil de désigner Monsieur Louis MATHEVET-BIDINI comme référent déontologue pour les élus de la collectivité et d'arrêter les modalités de saisine et d'indemnisation.

Délibération DEL26-09-03

VU la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

VU le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local ;

VU l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 relatif au référent déontologue de l'élu local et fixant le montant des indemnités de vacation ;

VU l'article L. 1111-1-1 du Code général des collectivités territoriales relatif aux principes déontologiques consacrés par la charte de l'élu local ;

Considérant le droit reconnu aux élus locaux de solliciter un avis objectif, indépendant et éclairé en matière de déontologie ;

Considérant que Monsieur Louis MATHEVET-BIDINI présente les garanties d'objectivité, d'indépendance et d'impartialité requises ainsi que les compétences et l'expérience nécessaires en matière de déontologie de la vie publique et de droit public ;

Considérant que plusieurs collectivités peuvent, le cas échéant, le désigner par délibérations concordantes comme référent déontologue pour leurs élus ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DESIGNE M. Louis MATHEVET-BIDINI comme référent déontologue de la CCGB pour une durée de 3 ans à compter de la présente délibération ;

FIXE l'indemnité de vacation à 80€ conformément à l'arrêté du 6 décembre 2022 ;

DIT que les dépenses sont prévues au Budget primitif principal 2026, chapitre 011 charges générales ;

CHARGE le Président de tout acte en ce sens.

1.7. **Transition environnementale : Contrat d'Objectifs Territorial (COT) : validation de la stratégie économie circulaire et de son programme d'action**

DIRECTION : Transition environnementale
SERVICE : Transition environnementale
RAPPORTEUR ELU : Marcel MILACHON
RAPPORTEUR SERVICE : François-Régis de CASABAN

SYNTHESE : Il s'agit d'adopter le plan d'actions du Contrat d'Objectifs Territorial (COT) en matière d'Economie circulaire.

La Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne s'est lancée, aux côtés du Jovinien, de la Vanne Pays d'Othe et de Nord Yonne, dans un Contrat d'Objectifs Territorial mutualisé composée de deux volets :

- Climat Air Energie (CAE)
- Economie circulaire (ECi)

L'économie circulaire est un modèle économique de production et de consommation qui vise à optimiser l'utilisation des ressources et à réduire les déchets en faisant durer les produits le plus longtemps possible

Le plan d'actions CAE a fait l'objet d'une validation par la Conseil communautaire. Le volet ECi a été développé au cours des derniers mois par les services et présenté en commission Transition environnementale- GEMAPI. Son passage devant le Conseil communautaire est essentiel dans la perspective de l'audit final du COT qui se déroulera au cours du mois d'octobre.

Celui-ci, mené par un cabinet indépendant, mesurera l'atteinte des objectifs par rapport à l'audit intermédiaire effectué en 2024.

Ce volet du COT se compose de 5 chapitres et de 23 actions. Une bonne partie d'entre elles figure déjà dans un certain nombre de documents contractuels de la CCGB :

- Projet Alimentaire Territorial (PAT),
- Démarche numérique responsable,
- Schéma de développement économique,
- Programme de Lutte et de Prévention pour les Déchets Ménagers et Assimilés (qui fait l'objet d'une délibération)

D'autres actions sont propres au plan d'actions ECi. Parmi elles se retrouvent l'intégration des enjeux achats durables, la réalisation d'un guide des commerçants et artisans locaux, la tenue d'un rendez-vous annuel de la transition écologique liée aux thématiques de l'économie circulaire.

Délibération DEL26-09-04

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'environnement ;

Vu les statuts de la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne ;

Vu le Contrat d'Objectifs Territorial signé entre les Communautés de communes du Gâtinais en Bourgogne, du Jovinien, de la vanne Pays d'Othe et de Yonne Nord avec l'ADEME ;

Considérant l'implication de la CCGB dans la transition environnementale ;

Considérant l'intérêt de la CCGB de se doter d'un programme d'action en matière d'économie circulaire ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE le plan d'actions du Contrat d'Objectifs Territorial en matière d'économie circulaire tel qu'annexé à la présente délibération ;

CHARGE le Président de tout acte en ce sens.

2. ENFANCE JEUNESSE ET SPORT

2.1. Recrutement de saisonniers pour le centre de loisirs des vacances d'hiver, de printemps, d'été et d'automne

DIRECTION : Enfance-jeunesse et sport
SERVICE : Enfance-jeunesse
RAPPORTEUR ELU : Christine AITA
RAPPORTEUR SERVICE : Malorie BENOIST

SYNTHESE : Chaque année, des agents saisonniers sont recrutés pour l'encadrement, la restauration et l'entretien durant les centres de loisirs des vacances scolaires d'hiver, de printemps, d'été et d'automne. Ils travaillent à temps complet et doivent justifier de qualifications ou d'expériences en lien avec le poste occupé.

Comme chaque année, l'encadrement, le service de restauration et l'entretien, pendant les centres de loisirs des vacances scolaires nécessitent le recours à des agents saisonniers.

Vacances d'hiver

- 2 agents contractuels dans le grade d'adjoint d'animation
- 2 agents contractuels dans le grade d'adjoint technique

Vacances de printemps

- 2 agents contractuels dans le cadre d'emploi d'adjoint d'animation
- 2 agents contractuels dans le grade d'adjoint technique

Vacances d'été

- 9 agents contractuels dans le cadre d'emploi d'adjoint d'animation
- 3 agents contractuels dans le grade d'adjoint technique

Vacances d'automne

- 2 agents contractuels dans le cadre d'emploi d'adjoint d'animation
- 2 agents contractuels dans le grade d'adjoint technique

Ces agents assurent des fonctions d'animateur ou d'agent d'entretien et de restauration à temps complet.
Ils doivent justifier de diplômes ou d'expériences professionnelles en lien avec le poste occupé.

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment l'article L. 332-23 -2°.

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu les statuts de la Communauté de communes et notamment son article 5,

Considérant l'accroissement saisonnier d'activité pendant les centres de loisirs d'hiver, de printemps, d'été et d'automne 2027 ;

Considérant le besoin d'agents saisonniers, notamment en matière d'encadrement, de service de restauration et d'entretien durant ces périodes ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE :

La création de 2 emplois d'adjoint d'animation et 2 emplois d'adjoint technique à temps complet pour accroissement saisonnier d'activités, pour les périodes d'ouverture du centre de loisirs d'hiver de printemps et d'automne 2027.

La création de 9 emplois d'adjoint d'animation et 3 emplois d'adjoint technique à temps complet pour accroissement saisonnier d'activités, pour la période d'ouverture du centre de loisirs d'été 2027.

FIXE la rémunération de ces agents en référence au 1er indice brut de l'échelle C1 ;

AUTORISE le Président à signer les contrats ainsi que tous les documents liés à la présente délibération ;

DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l'exercice 2027, chapitre 012 charges de personnel ;

CHARGE le Président de tout acte en ce sens.

3. FINANCES

3.1. Modification du Règlement Budgétaire et Financier (RBF)

DIRECTION : Finances-Marchés publics
SERVICE : Finances
RAPPORTEUR ELU : Nadia LEITUGA
RAPPORTEUR SERVICE : Marie-Claire BROCHARD

Synthèse : Le Règlement Budgétaire et Financier doit être modifié.

Le Règlement Budgétaire et Financier (RBF) est un document formalisant les règles internes relatives à la gestion budgétaire et comptable de la CCGB. Il a été établi en 2024 et modifié en 2025 à l'occasion de changements règlementaires sur la transition environnementale.

A la suite de suppressions et d'ajout de budgets annexes, de modifications de délégations et de règlementation, il est nécessaire de le mettre à jour. La commission des finances-procédures adaptées- subventions réunie le 11 juin 2026 a émis un avis favorable sur les articles modifiés (modifications en italique) :

Article 2.1 Principales règles budgétaires et modalités de vote

Ajout du budget annexe du centre de santé et suppression des budgets annexes ZAC 1 et 2 Savigny sur Clairis et de Villeneuve-la-Dondagre.

Article 2.2.2 Evolution des prévisions - Les virements de crédits :

Ajout sur la fongibilité des crédits : *Cette règle est étendue aux budgets dépendants de la nomenclature M4 (ex : budget annexe déchets ménagers) et M49 (budget annexe SPANC) depuis le 1er janvier 2026.*

Article 3.2 Comptabilité d'engagement

L'article sur les signatures des actes constitutifs des engagements juridiques a été mis à jour pour être en conformité avec les décisions prises par le Conseil communautaire et le Président et est désormais rédigé comme suit :

- *Pour les dépenses inférieures à 1 500 € HT, à titre exceptionnel, en l'absence du Président et du 1er Vice-Président, par le directeur général des services, ou en son absence, par le directeur général adjoint,*
- *Pour les dépenses comprises entre 1 500 et 20 000 € HT, par le Président ou le 1er Vice-Président,*
- *Pour les dépenses supérieures à 20 000 € HT et de moins de 500 000€ HT, par le Président ou le 1er Vice-Président après autorisation du Bureau communautaire.*
- *Pour les dépenses supérieures à 500 000€ HT, par le Président ou le 1er Vice-Président après autorisation du Conseil communautaire.*

Article 3.9 Régies :

Le 1er alinéa est rédigé comme suit :

La Communauté de communes dispose actuellement de deux régies : régie d'avances et de recettes de l'action sociale et régie de recettes du Centre de santé.

Les autres articles sont inchangés.

Délibération DEL26-09-06

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction comptable M57 et M4,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier, approuvé le 16 février 2024, puis modifié le 19 décembre 2025,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de modifier certains articles pour y inclure les suppressions et ajouts de budgets annexes, les modifications règlementaires et les modifications de délégations,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE de modifier les articles 2.1, 2.2.2, 3.2 et 3.9 du Règlement Budgétaire et Financier comme suit :

Article 2.1 Principales règles budgétaires et modalités de vote

Ajout du budget annexe du centre de santé et suppression des budgets annexes ZAC 1 et 2 Savigny sur Clairis et de Villeneuve-la-Dondagre.

Article 2.2.2 Evolution des prévisions - Les virements de crédits :

Ajout sur la fongibilité des crédits : *Cette règle est étendue aux budgets dépendants de la nomenclature M4 (ex : budget annexe déchets ménagers) et M49 (budget annexe SPANC) depuis le 1er janvier 2026.*

Article 3.2 Comptabilité d'engagement

L'article sur les signatures des actes constitutifs des engagements juridiques a été mis à jour pour être en conformité avec les décisions prises par le Conseil communautaire et le Président et est désormais rédigé comme suit :

- *Pour les dépenses inférieures à 1 500 € HT, à titre exceptionnel, en l'absence du Président et du 1er Vice-Président, par le directeur général des services, ou en son absence, par le directeur général adjoint,*
- *Pour les dépenses comprises entre 1 500 et 20 000 € HT, par le Président ou le 1er Vice-Président,*
- *Pour les dépenses supérieures à 20 000 € HT et de moins de 500 000€ HT, par le Président ou le 1er Vice-Président après autorisation du Bureau communautaire.*
- *Pour les dépenses supérieures à 500 000€ HT, par le Président ou le 1er Vice-Président après autorisation du Conseil communautaire.*

Article 3.9 Régies :

Le 1er alinéa est rédigé comme suit :

La Communauté de communes dispose actuellement de deux régies : régie d'avances et de recettes de l'action sociale et régie de recettes du centre de santé.

DIT que les autres articles restent inchangés ;

CHARGE le Président de tout acte en ce sens.

3.2. Admissions en non-valeur pour les budgets Principal et déchets ménagers

DIRECTION : Finances-Marchés publics
SERVICE : Finances
RAPPORTEUR ELU : Nadia LEITUGA
RAPPORTEUR SERVICE : Marie-Claire BROCHARD

SYNTHESE : Le recouvrement des titres de recettes peut aboutir à une admission en non-valeur, lorsque malgré toutes les procédures effectuées, la recette n'a pu être recouvrée.

La collectivité émet des titres de recette pour différentes prestations :

- Budget principal : factures école de musique, factures action sociale (périscolaire, centre de loisirs, etc)
- Budget déchets ménagers : redevance incitative auprès des usagers
- Budget SPANC : factures de contrôle d'assainissement, conception, pénalités…

Le Service de Gestion Comptable (SGC) a la charge du recouvrement de ces titres (relance, huissier, saisie sur salaire ou allocations, etc). Il peut arriver qu'après avoir essayé de recouvrer la dette avec tous les moyens à disposition, il n'est plus possible de faire payer la dette : décès, procédures de surendettement ou d'annulation de la dette, usager introuvable après déménagement, etc. Il ressort alors un état des recettes non perçues qu'il faut considérer comme annulées. Il convient de distinguer deux sortes d'annulation :

- Admission en non-valeur (c/6541) : pour les créances jugées irrécouvrables (insolvabilité, disparition)
- Créance éteinte (c/6542) : pour les dettes légalement effacées (liquidation judiciaire, surendettement).

Chaque année, le SGC transmet à la CCGB un état à valider par le Conseil communautaire. Les montants sont très variables d'une année à l'autre car ils dépendent de l'avancement des procédures de recouvrement.

Budget principal :

c/ 6541 : **255,13 €**. Il s'agit de reliquats de factures d'école de musique et de multisport non recouvrées à la suite de déménagements, datant de 2015 et 2019.

Budget déchets ménagers :

c/ 6541 : **19 113,43 €.** Il s'agit de redevances concernant plusieurs usagers, non payées parfois depuis 2009, malgré constats d'huissiers, déménagements et dont la nouvelle adresse est inconnue, décès sans informations sur la succession,

c/ 6542 : **1 466,95 €**. Usagers en surendettement avec effacement de la dette et entreprise en liquidation judiciaire avec insuffisance d'actif (2024-2025).

Budget SPANC : Pas d'admissions en non-valeur cette année.

Délibération DEL26-09-07

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la demande d'admission en non-valeur de créances irrécouvrables transmise par le Service de Gestion Comptable de Sens le 1er juin 2026 pour le Budget Principal,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

ACCEPTE l'admission en non-valeur détaillée ci-dessous pour le budget principal :

c/ 6541 : **255,13 €** ;

DIT que les crédits sont inscrits au budget primitif 2026 du Budget Principal, chapitre 65 ;

CHARGE le Président de tout acte en ce sens.

Délibération DEL26-09-08

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la demande d'admission en non-valeur de créances irrécouvrables transmise par le Service de Gestion Comptable de Sens le 1er juin 2026 pour le Budget annexe des Déchets Ménagers,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

ACCEPTE l'admission en non-valeur détaillée ci-dessous pour le budget Déchets Ménagers :

c/ 6541 : **19 113,43 €,**

c/ 6542 : **1 466,95 €** ;

DIT que les crédits sont inscrits au budget primitif 2026 du Budget annexe des Déchets Ménagers, chapitre 65 ;

CHARGE le Président de tout acte en ce sens.

3.3. Taxe sur l'Exploitation des Infrastructures de Transport Longue Distance (TEITLD)

DIRECTION : Finances-Marchés publics
SERVICE : Finances
RAPPORTEUR ELU : Nadia LEITUGA
RAPPORTEUR SERVICE : Marie-Claire BROCHARD

SYNTHESE : Cette nouvelle taxe est affectée pour 1/12ème aux EPCI qui doivent ensuite la répartir entre les collectivités ayant la compétence voirie.

La loi de finances 2024 a institué la Taxe sur l'Exploitation des Infrastructures de Transport de Longue Distance (TEITLD), dont le produit est affecté, pour l'essentiel à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) et, pour un douzième, aux collectivités exerçant la compétence « voirie ».

La fraction du produit de la TEITLD au titre de 2024 a été répartie entre les EPCI, à charge pour eux d'en assurer la répartition avec leurs communes membres qui exercent la compétence « voirie ».

Pour la CCGB, la recette s'élève à 27 591 € pour l'année 2024 (notifiée fin 2025). Ce montant est à répartir entre les communes membres en fonction de la longueur de voirie prise en compte dans les dotations. La commission des finances, réunie le 31 août, propose la répartition suivante :

Nom de la commune	Exercice	Longueur de voirie en mètres	TEITLD
Total sur le territoire de la CCGB		**504 545**	**27 591,00 €**
BELLIOLE	2024	8 467	463 €
BRANNAY	2024	13 990	765 €
BUSSY-LE-REPOS	2024	23 392	1 279 €
CHAUMOT	2024	29 417	1 609 €
CHEROY	2024	19 231	1 052 €
CORNANT	2024	7 046	385 €
COURTOIN	2024	1 636	89 €
DOLLOT	2024	17 767	972 €
DOMATS	2024	28 285	1 547 €
EGRISELLES-LE-BOCAGE	2024	40 806	2 231 €
FOUCHERES	2024	18 280	1 000 €
JOUY	2024	17 443	954 €
LIXY	2024	11 352	621 €
MONTACHER-VILLEGARDIN	2024	36 421	1 992 €
NAILLY	2024	36 592	2 001 €
PIFFONDS	2024	41 481	2 268 €
SAINT-AGNAN	2024	13 577	742 €
SAINT-VALERIEN	2024	35 325	1 932 €
SAVIGNY-SUR-CLAIRIS	2024	15 829	866 €
SUBLIGNY	2024	11 559	632 €
VALLERY	2024	12 127	663 €
VERNOY	2024	16 335	893 €
VILLEBOUGIS	2024	14 580	797 €
VILLENEUVE-LA-DONDAGRE	2024	10 037	549 €
VILLEROY	2024	8 262	452 €
VILLETHIERRY	2024	15 308	837 €

Délibération DEL26-09-09

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la Loi de Finances 2024 instituant la Taxe sur l'Exploitation des Infrastructures de Transport de Longue Distance,

Vu l'arrêté du ministère des Transports du 16 décembre 2025 paru au Journal Officiel du 18 décembre 2025,

Considérant que les 26 communes de la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne ont conservé la compétence voirie,

Considérant la proposition de répartition entre les communes de la TEITLD perçue par la CCGB, établie par la commission des finances réunie le 31 août 2026,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE la répartition de la TEITLD pour l'année 2024 au prorata des longueurs de voirie 2024 retenues pour le calcul de la Dotation Globale de Fonctionnement,

Nom de la commune	Exercice	Longueur de voirie en mètres	TEITLD
Total sur le territoire de la CCGB		**504 545**	**27 591,00 €**
BELLIOLE	2024	8 467	463 €
BRANNAY	2024	13 990	765 €
BUSSY-LE-REPOS	2024	23 392	1 279 €
CHAUMOT	2024	29 417	1 609 €
CHEROY	2024	19 231	1 052 €
CORNANT	2024	7 046	385 €
COURTOIN	2024	1 636	89 €
DOLLOT	2024	17 767	972 €
DOMATS	2024	28 285	1 547 €
EGRISELLES-LE-BOCAGE	2024	40 806	2 231 €
FOUCHERES	2024	18 280	1 000 €
JOUY	2024	17 443	954 €
LIXY	2024	11 352	621 €
MONTACHER-VILLEGARDIN	2024	36 421	1 992 €
NAILLY	2024	36 592	2 001 €
PIFFONDS	2024	41 481	2 268 €
SAINT-AGNAN	2024	13 577	742 €
SAINT-VALERIEN	2024	35 325	1 932 €
SAVIGNY-SUR-CLAIRIS	2024	15 829	866 €
SUBLIGNY	2024	11 559	632 €
VALLERY	2024	12 127	663 €
VERNOY	2024	16 335	893 €
VILLEBOUGIS	2024	14 580	797 €
VILLENEUVE-LA-DONDAGRE	2024	10 037	549 €
VILLEROY	2024	8 262	452 €
VILLETHIERRY	2024	15 308	837 €

DIT que les crédits sont inscrits au budget primitif 2026 chapitre 014 atténuation de produits ;

DIT que la participation sera reversée aux communes sur l'exercice 2026 ;

CHARGE le Président de tout acte en ce sens.

3.4. Amortissement

DIRECTION : Finances-Marchés publics
SERVICE : Finances
RAPPORTEUR ELU : Nadia LEITUGA
RAPPORTEUR SERVICE : Marie-Claire BROCHARD

SYNTHESE : Il manque des articles comptables dans la délibération modifiant la durée des amortissements prise le 19 décembre 2025.

Le Conseil communautaire a voté une délibération fixant les durées d'amortissement le 19 décembre 2025. Cette délibération indique les biens concernés, leurs comptes d'imputation et la durée d'amortissement. Certains biens n'ont pas été indiqués dans cette délibération alors qu'ils apparaissent dans l'état des biens amortis. Il convient donc de compléter la délibération du 19 décembre 2025.

3.4.1. Budget Principal

En blanc : délibération 2025, en vert : ajouts proposés :

Désignation	imputation comptable	proposition	
		durée amortissement	modalités
Biens de faible valeur			
Biens de faible valeur <500 € TTC unité	toutes dépenses amortissables	1	exercice suivant
immobilisations incorporelles			
Frais d'études, documents d'urbanisme	202	10	exercice suivant
Frais d'études non suivis de travaux	2031	5	exercice suivant si études non suivies de travaux
Frais de recherche et de développement	2032	5	exercice suivant
Frais d'insertion non suivis de travaux	2033	5	exercice suivant si études non suivies de travaux
Autres immobilisations incorporelles			
biens mobiliers, matériel ou études	204XX1	5	prorata temporis
des bâtiments et insatllations	204XX2	30	prorata temporis
des projets d'infrastructures d'intérêt national	204XX3	40	prorata temporis
Logiciels	2051	5	prorata temporis
Autres immobilisations corporelles	2088	5	prorata temporis

Terrains			
Plantations	2121 21721	20	prorata temporis
autres agencements et aménagements de terrains	2128	20	prorata temporis
Constructions			
Bâtiments publics	2131X	40	prorata temporis
Bâtiments privés	2132X 21732X	40	prorata temporis
Installations générales et aménagements divers	2135X	40	prorata temporis

Matériel et outillage technique			
Réseaux divers	2153X 21753X	30	prorata temporis
Matériel et outillage d'incendie et de défense civile	2156X 21756X	10	prorata temporis
Matériel technique scolaire	21572 217572X	10	prorata temporis
Matériel et outillage de voirie	21573X 217573X	10	prorata temporis
Autre matériel technique	21578 217578	10	prorata temporis
Autres installations, matériel et outillage techniques	2158 21758	10	prorata temporis

Biens historiques et culturels			
Biens historiques et culturels immobiliers - dépenses ultérieures immobilisées	21612 217612	30	prorata temporis
Biens historiques et culturels mobiliers - dépenses ultérieures immobilisées	21622 217622	10	prorata temporis

Autres immobilisations corporelles			
Installations générales et aménagements divers	2181 21781	15	prorata temporis
Matériel de transport	2182X 21782X	10	prorata temporis
Matériel de bureau et matériel informatique	2183X 21783X	5	prorata temporis
Mobilier	2184X 21784X	10	prorata temporis
Téléphonie	2185 21785	5	prorata temporis
Cheptel	2186 21786	5	prorata temporis
Autres immobilisations corporelles	2188 21788	10	prorata temporis

Délibération DEL26-09-10

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne,

Vu les dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu la délibération 2025-10-15 en date du 19 décembre 2025 modifiant les durées d'amortissement pour les budgets relevant de la M57,

Considérant qu'il est nécessaire d'ajouter les articles comptables 2128, 2131X et 2135X,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances en date du 31 août 2026,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE d'appliquer les durées d'amortissement pour le budget principal et les budgets annexes relavant de l'instruction comptable M57 pour les articles comptables suivants :

Désignation	imputation comptable	proposition	
		durée amortissement	modalités
autres agencements et aménagements de terrains	2128	20	prorata temporis
Bâtiments publics	2131X	40	prorata temporis
Installations générales et aménagements divers	2135X	40	prorata temporis

DIT que cette délibération complète la délibération 2025-10-15 du 19 décembre 2025 ;

CHARGE le Président de tout acte en ce sens.

3.4.2. Budgets Déchets ménagers et SPANC

En blanc, délibération 2025, en vert, ajouts proposés :

Pour le budget des Déchets Ménagers et SPANC, il faut ajouter :

Désignation	imputation comptable	proposition	
		durée amortissement	modalités
Biens de faible valeur			
Biens de faible valeur <500 € TTC unité	toutes dépenses amortissables	1	exercice suivant

Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement	201	5	exercice suivant
Frais d'études, documents d'urbanisme	202	10	exercice suivant
Frais d'études non suivis de travaux	2031	5	exercice suivant si études non suivies de travaux
Frais de recherche et de développement	2032	5	exercice suivant
Frais d'insertion non suivis de travaux	2033	5	exercice suivant si frais non suivis de travaux
autres immobilisations incorporelles			
biens mobiliers, matériel ou études	204XX1	5	prorata temporis
des bâtiments et insatllations	204XX2	30	prorata temporis
des projets d'infrastructures d'intérêt national	204XX3	40	prorata temporis
Logiciels	2051	2	prorata temporis
Autres immobilisations corporelles	2088	5	prorata temporis

Immobilisations corporelles			
Terrains			
Plantations	2121 21721	20	prorata temporis
Constructions			
Bâtiments privés	2132X 21732X	40	prorata temporis
Installations générales, agencements et aménagements	2135	40	prorata temporis
Matériel et outillage technique			
installations matériel et outillage techniques - réseaux de voirie	2151	30	prorata temporis
Réseaux divers	2153X 21753X	30	prorata temporis
Matériel et outillage d'incendie et de défense civile	2156X 21756X	10	prorata temporis
Matériel technique scolaire	21572 217572X	10	prorata temporis
Matériel et outillage de voirie	21573X 217573X	10	prorata temporis
Autre matériel technique	21578 217578	10	prorata temporis
Autres installations, matériel et outillage techniques	2158 21758	10	prorata temporis

Délibération DEL26-09-11

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne,

Vu les dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M4 ET m49,

Vu la délibération 2025-10-16 en date du 19 décembre 2025 modifiant les durées d'amortissement pour les budgets relevant de la M4 et M49,

Considérant qu'il est nécessaire d'ajouter les articles comptables 2135 et 2151,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances en date du 31 août 2026,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE d'appliquer les durées d'amortissement pour les budgets annexes relevant de l'instruction comptable M4 et M49 pour les articles comptables suivants :

Désignation	imputation comptable	proposition	
		durée amortissement	modalités
Installations générales, agencements et aménagements	2135	40	prorata temporis
installations matériel et outillage techniques - réseaux de voirie	2151	30	prorata temporis

DIT que cette délibération complète la délibération 2025-10-16 du 19 décembre 2025 ;

CHARGE le Président de tout acte en ce sens.

3.5. Rapport de la CLECT

DIRECTION : Finances-Marchés publics
SERVICE : Finances
RAPPORTEUR ELU : Nadia LEITUGA
RAPPORTEUR SERVICE : Marie-Claire BROCHARD

SYNTHESE : La CLECT s'est réunie le 14 septembre 2026 et le rapport est annexé pour information.

Les conseils municipaux doivent délibérer pour approuver le rapport annexé dans un délai de 3 mois. A l'issue de cette période, le Conseil communautaire fixera les attributions de compensation.

4. GESTION DES DECHETS

4.1. Validation de Plan Local de Prévention des Déchets Ménagers Assimilés (PLPDMA)

DIRECTION : Environnement
SERVICE : Déchets ménagers
RAPPORTEUR ELU : Philippe De NIJS
RAPPORTEUR SERVICE : Francis SODO

SYNTHESE : Il est proposé de valider le Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) sur la période 2025-2030. Ce document, initialement rédigé et élaboré par le Syndicat des Déchets Centre Yonne a été repris par la CCGB afin d'y intégrer des actions mieux adaptées aux spécificités de son territoire.

Le Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) est un dispositif structurant d'une durée de 6 ans, visant à réduire la quantité de déchets produits chaque année par l'ensemble des acteurs de la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne.

Il repose sur trois composantes :

- Un diagnostic territorial permettant d'identifier les producteurs de déchets, les volumes générés et leur typologie, afin de cibler les principaux leviers d'action.

- Des objectifs de réduction, définis par le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets intégré au Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de Bourgogne-Franche-Comté. Celui-ci fixe une réduction des déchets ménagers et assimilés (DMA) de 15 % en 2025 et de 20 % en 2031, par rapport aux tonnages de référence de 2010.

- Un programme d'actions opérationnel, structuré autour de sept axes thématiques. Élaborées en concertation avec les acteurs locaux, professionnels et particuliers, ces actions visent à mobiliser collectivement le territoire en faveur de la prévention des déchets et d'une économie circulaire.

Le plan d'actions a 7 axes thématiques :

- Eco-exemplarité des collectivités
- Sensibiliser les acteurs à la prévention
- Utiliser les outils économiques pour favoriser la réduction des déchets
- Lutter contre le gaspillage alimentaire
- Implanter le geste de tri des biodéchets
- Augmenter la durée de vie des objets
- Réduire les déchets des entreprises

Une Commission consultative d'élaboration et de suivi (CCES) assurera le suivi de ce plan. Celle-ci sera désignée lors d'un prochain Conseil communautaire.

Délibération DEL26-09-12

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L 2224-5, D2224-5 ;

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition Écologique pour la Croissance Verte ;

Vu la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la Lutte contre le Gaspillage et à l'Economie Circulaire ;

Vu le décret n°2015-662 du 10 juin 2015 relatif aux Programmes Locaux de Prévention des Déchets Ménagers t Assimilés (PLPDMA)

Vu le décret n° 2015-1827 du 30 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets ;

Vu les statuts de la CCGB, et en particulier son article 5,

Considérant qu'en application du décret du 10 juin 2015 susvisé, l'obligation d'élaboration d'un PLPDMA incombe à la collectivité compétente en matière de collecte et traitements des Déchets Ménagers et Assimilés ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE le programme de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilées PLPDMA pour la période 2025-2030 ;

CHARGE le Président de tout acte en ce sens.

4.2. Avenant à la convention reprise des emballages en aluminium issues de la collecte sélective avec l'entreprise CAIRN RECYCLAGE

DIRECTION : Environnement
SERVICE : Déchets ménagers
RAPPORTEUR ELU : Philippe De NIJS
RAPPORTEUR SERVICE : Francis SODO

SYNTHESE : Il est proposé d'approuver **un avenant à la convention de reprise des emballages en aluminium avec CAIRN RECYCLAGE afin d'y ajouter la catégorie d'aluminium « petits aluminiums souples ».**

Les aluminiums issus de la collecte sélective sont triés et classés selon leur nature. La convention de reprise initiale signée entre la CCGB et CAIRN RECYCLAGE concerne les emballages en aluminium présentant notamment une teneur en aluminium minimale de 65 % tels que les canettes.

Le nouveau centre de tri de Migennes qui traite les emballages ménagers de la CCGB permet la récupération des « petits aluminiums souples » tels que les films d'aluminium, les emballages de tablettes de médicaments et autres emballages similaires.

Cette évolution permet d'intégrer ces petits aluminiums souples au dispositif de reprise sous réserve du respect des critères de qualité définis à savoir une teneur minimale de 40 % d'aluminium.

L'avenant a ainsi pour objet d'intégrer cette nouvelle catégorie d'aluminium à la convention de reprise.

Bien que sa vente ne génère pas de recette pour la collectivité, son intégration au dispositif permet à la CCGB de déclarer ces tonnages dans le cadre de la convention d'aide CITEO et de bénéficier de la bonification prévue au titre du recyclage des emballages.

Prix de base = Avril 2026

produit	formule	PR Avril 26	PR Mini	indexation (Ref-Magazine)	Tonnage /an
ALU CS	0,41*LME(m-1)-100	**1 095,33 €**	**450,00 €**	H4005A / D0931	9
ALU Souples	Prix fixe	**0,00 €**	**0,00 €**	Prix fixe	NC

Délibération DEL26-09-13

Vu le Code général des Collectivités territoriales,

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2024 prolongeant l'agrément de l'éco-organisme CITEO ayant pour objet de prendre en charge les déchets d'emballages ménagers,

Vu les statuts de la Communauté de communes du Gâtinais et notamment son article 5,

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2016-14-08 du 21 octobre 2016 relative à l'attribution du marché de tri des emballages Lot3,

Vu la délibération n° 2024-01-06 du 26 janvier 2024, relative au groupement de commandes avec les collectivités de l'Yonne pour la vente des matériaux issus de la collecte sélective,

Vu la délibération du 12 avril 2024 approuvant la signature du contrat de reprise de l'aluminium entre la CCGB et ACTECO pour une durée maximum de 5 ans jusqu'au 30 juin 2029,

Vu la délibération du 24 janvier 2025 portant sur le changement de dénomination sociale de la société ACTECO RECYCLING Sarl qui est devenu CAIRN RECYCLAGE,

Considérant que le prix de reprise des matériaux départ centre de tri est de 0 €/tonne (*Prix de reprise avril 2026*) avec un prix plancher de 0 €/tonne,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE l'avenant au contrat de reprise de l'aluminium avec CAIRN RECYCLAGE ;

AUTORISE le Président à signer le présent avenant ;

CHARGE le Président à effectuer tout acte en ce sens.

5. DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

5.1. ZA Gâtinais en Bourgogne Nord : Achat des parcelles YT16J et YT16K à Fouchères

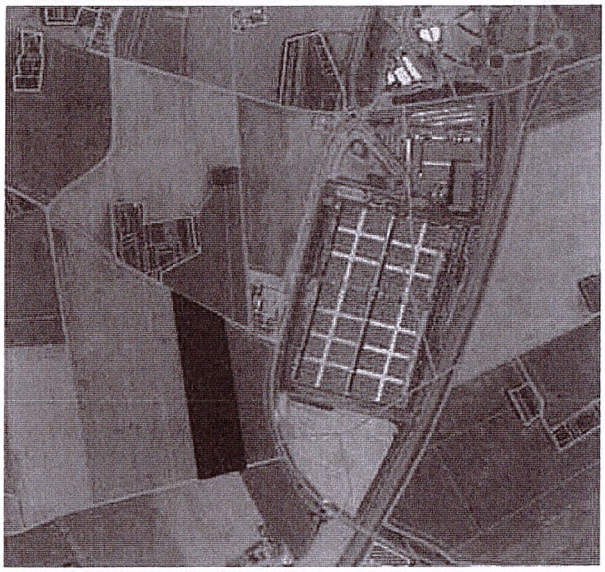
DIRECTION : Développement économique
SERVICE : Développement économique
RAPPORTEUR ELU : Jean-François CHABOLLE
RAPPORTEUR SERVICE : Guillaume WILLEMIN

SYNTHESE : Il convient d'autoriser le Président à acquérir les parcelles YT16K et YT16J pour le développement de la ZA Gâtinais en Bourgogne Nord pour un montant de 276 600€ TTC (hors frais).

Lors du Conseil communautaire du mois de juin 2026, le Président avait été autorisé à signer la promesse unilatérale d'achat par substitution des parcelles YT16J et YT16K, situées à Fouchères, d'une superficie totale de 6 ha 91 a 50 ca pour un montant total de 276 600 € TTC, auquel il convenait d'ajouter les frais d'acte notarié, la rémunération due à la SAFER de 29 850 € TTC et une indemnité de 28 462,14 € qui sera due au fermier en place, M. Jean-Roland TOURTE, à la signature de l'acte d'achat.

Il s'agit aujourd'hui d'autoriser le Président à signer l'acte d'achat définitif.

Il est donc proposé au Conseil communautaire d'autoriser le Président à signer l'acte d'achat.



Délibération 2026-09-14

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5211-1 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne, et notamment son article 5,

Vu la convention de concours technique signée le 14 avril 2020 entre la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne et la SAFER Bourgogne Franche-Comté,

Vu la promesse unilatérale d'achat par substitution pour les parcelles YT16J et YT16K, situées à Fouchères, d'une superficie totale de 6 ha 91 a 50 ca pour un montant total de 276 600 € TTC, auquel il convient d'ajouter les frais d'acte notarié, la rémunération due à la SAFER de 29 850 € TTC et une indemnité de 28 462,14 € qui sera due au fermier en place, M. Jean-Roland TOURTE, à la signature de l'acte de vente,

Considérant que la mise en réserve foncière par la SAFER permet de sécuriser les parcelles nécessaires à l'extension de la zone d'activités économiques,

Considérant le projet d'agrandissement de la zone d'activités économiques du Gâtinais en Bourgogne Nord,

Considérant les besoins de maîtrise foncière de la Communauté de communes sur les parcelles YT16J et YT16K situées à Fouchères dans le cadre de son développement économique,

Considérant que l'acquisition des parcelles YT16J et YT16K, d'une superficie totale de 6 ha 91 a 50 ca et appartenant à Madame Martine HERMANS est essentielle pour la réalisation du projet d'agrandissement,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré,

APPROUVE l'acquisition, par l'intermédiaire de la SAFER Bourgogne Franche-Comté dans le cadre d'une opération de substitution, des parcelles YT16J et YT16K, situées à Fouchères, d'une superficie totale de 6 ha 91 a 50 ca et appartenant à Madame Martine HERMANS ;

AUTORISE le Président de la CCGB à signer l'acte d'achat par substitution pour les parcelles YT16J et YT16K, situées à Fouchères, d'une superficie totale de 6 ha 91 a 50 ca pour un montant total de 276 600 € TTC, auquel il convient d'ajouter les frais d'acte notarié, la rémunération due à la SAFER de 29 850 € TTC et une indemnité de 28 462,14 € qui sera due au fermier en place, Mr TOURTE Jean Roland, à la signature de l'acte de vente ;

MANDATE le notaire instrumentaire de la SAFER, Maître Isabelle GALLOIS - VANDECANDELAERE, 2 boulevard Voltaire, 77 370 NANGIS ;

DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2026 du budget principal, article 2111 achat de terrains, opération « 2403 nouvelle zone de Villeneuve et Fouchères » pour l'achat du terrain et les frais de notaires, article 65 888 pour l'indemnité de résiliation de bail de l'exploitation agricole et article 62 268 pour les frais de rémunération de la SAFER ;

CHARGE le Président de tout acte en ce sens.

Vote : Abstention 1 (Laurent BOULMIER) ; Contre : 0 ; Pour : 35

5.2. ZA Gatinais en Bourgogne Nord : cession des parcelles YT37, ZP31 et YI8 sur les communes de Fouchères, Subligny et Villeneuve la Dondagre

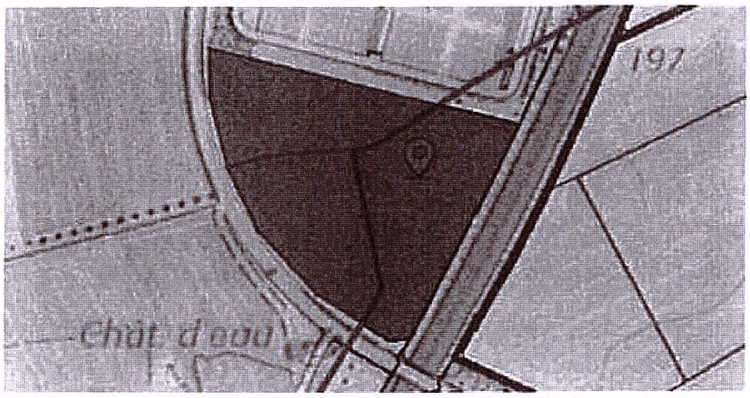
DIRECTION : Développement économique
SERVICE : Développement économique
RAPPORTEUR ELU : Jean-François CHABOLLE
RAPPORTEUR SERVICE : Guillaume WILLEMIN

SYNTHESE : Il convient d'autoriser le Président à céder les parcelles YT 37, ZP 31 et YI 8 pour l'implantation de l'entreprise NEWCOLD RE FR SAS sur la ZA Gâtinais en Bourgogne Nord pour un montant de 2 123 925 € HT (hors frais).

Lors du Conseil communautaire du 22 septembre 2023, le Président avait été autorisé à signer la promesse unilatérale de vente des parcelles YT 37, ZP 31 et YI 8 respectivement sur les communes de Fouchères, Subligny et Villeneuve la Dondagre, d'une superficie totale de 84 957 m² pour un montant total de 2 123 925 € HT. Le Conseil communautaire du 21 février 2025 a autorisé le Président à signer l'avenant n°1 à la promesse de vente, la prolongeant d'une année afin de permettre le dépôt du permis de construire et la signature de l'acte de vente qui doit dorénavant être réalisée avant le 31 octobre 2026.

Il s'agit aujourd'hui d'autoriser le Président à signer l'acte de vente définitif.

Il est donc proposé au Conseil communautaire d'autoriser le Président à signer l'acte de vente.



Délibération 2026-09-15

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment les articles L.5211-1 et suivants, relatifs aux compétences des communautés de communes,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,

Vu la délibération n°2023-11-20 du Conseil communautaire 22 septembre 2023 permettant la signature de la promesse de vente des parcelles cadastrées section YT n°37, ZP n°31 et YI n°8,

Vu la délibération n°2025-02-04 du Conseil communautaire du 21 février 2025 permettant la signature de l'avenant n°1 à la promesse de vente du 6 décembre 2023, la prolongeant d'une année afin de permettre le dépôt du permis de construire et la signature de l'acte de vente,

Vu l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat évaluant le prix du terrain à 25 € HT/m²,

Considérant que la Communauté de communes est propriétaire des parcelles cadastrées YT 37, ZP 31 et YI 8, d'une superficie totale de 84 957 m², respectivement sur les communes de Fouchères, Subligny et Villeneuve la Dondagre au sein de la ZA Gâtinais en Bourgogne Nord,

Considérant que l'entreprise NEWCOLD RE FR SAS souhaite acquérir ce terrain afin d'y réaliser un projet d'implantation d'un entrepôt de très grand froid,

Considérant que ce projet structurant contribuera à renforcer l'attractivité économique et l'emploi dans le territoire de la CCGB,

Considérant que le permis de construire a été accordé,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE la cession au profit de l'entreprise NEWCOLD RE FR SAS, ou de toute société qu'elle se substituerait pour la réalisation du projet, des terrains cadastrés YT 37, ZP 31 et YI 8, d'une superficie totale de 84 957 m², respectivement sur les communes de Fouchères, Subligny et Villeneuve la Dondagre au sein de la ZA Gâtinais en Bourgogne Nord,

FIXE le prix de vente à 2 123 925 € HT, soit 25 € HT par mètre carré, conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat ;

PRECISE que l'ensemble des frais afférents à cette vente, notamment les frais d'acte notarié, seront supportés par l'acquéreur ;

PREVOIT que la signature de l'acte authentique intervienne au maximum avant le 31 octobre 2026 ;

DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2026 du budget annexe ZA Gâtinais en Bourgogne Nord, article 7015 ;

CHARGE le Président de tout acte en ce sens.

5.3. ZA Gâtinais en Bourgogne NORD : Achat des parcelles YI28, YI29 et YI41 à Villeneuve la Dondagre

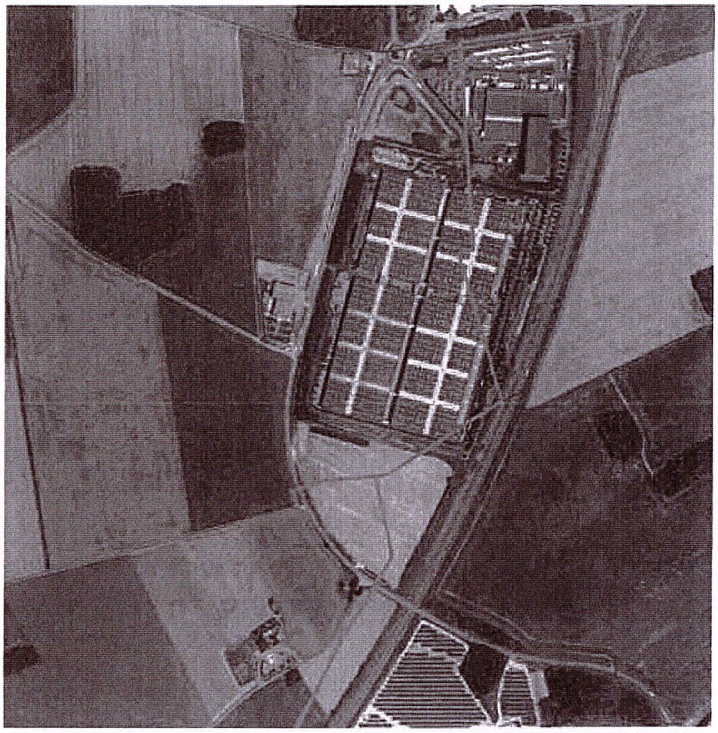
DIRECTION : Développement économique
SERVICE : Développement économique
RAPPORTEUR ELU : Jean-François CHABOLLE
RAPPORTEUR SERVICE : Guillaume WILLEMIN

SYNTHESE : Il convient d'autoriser le Président à acquérir les parcelles YI 28, YI 29 et YI 41 à Villeneuve la Dondagre pour le développement de la ZA Gâtinais en Bourgogne Nord pour un montant de 195 414,00 € TTC (hors frais).

Lors du Conseil communautaire du mois de juin 2026, le Président avait été autorisé à signer la promesse unilatérale d'achat par substitution des parcelles YI 28, YI 29 et YI 41, situées à Villeneuve la Dondagre, d'une superficie totale de 3 ha 95 a 18 ca pour un montant total de 195 414,00 € € TTC, auquel il convenait d'ajouter les frais d'acte notarié, la rémunération due à la SAFER de 21 100 € TTC et une indemnité de 16 285,60 € qui sera due au fermier en place, M. Jean-Roland TOURTE, à la signature de l'acte de vente.

Il s'agit aujourd'hui d'autoriser le Président à signer l'acte d'achat définitif sachant que la prise de possession du bâtiment sis sur une des parcelles ne se fera qu'à partir du 01/06/2028.

Il est donc proposé au Conseil communautaire d'autoriser le Président à signer l'acte d'achat.



Délibération 2026-09-16

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5211-1 et suivants relatifs aux compétences des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) en matière de développement économique,

Vu les statuts de la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne, et notamment son article 5,

Vu la convention de concours technique signée le 14 avril 2020 entre la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne et la SAFER Bourgogne Franche-Comté,

Vu la promesse unilatérale d'achat par substitution pour les parcelles YI 28, YI 29 et YI 41, situées à Villeneuve la Dondagre, d'une superficie totale de 3 ha 95 a 18 ca pour un montant total de 195 414,00 € € TTC, auquel il convient d'ajouter les frais d'acte notarié, la rémunération due à la SAFER de 21 100 € TTC et une indemnité de 16 285,60 € qui sera due au fermier en place, Mr TOURTE Jean-Roland, à la signature de l'acte de vente,

Considérant les besoins de maîtrise foncière de la Communauté de communes sur les parcelles YI 28, YI 29 et YI 41 situées à Villeneuve la Dondagre dans le cadre de son développement économique,

Considérant le projet d'agrandissement de la zone d'activités économiques du Gâtinais en Bourgogne Nord,

Considérant que la mise en réserve foncière par la SAFER permet de sécuriser les parcelles nécessaires à l'extension de la zone d'activités économiques,

Considérant que l'acquisition des parcelles YI 28, YI 29 et YI 41, d'une superficie totale de 3 ha 95 a 18 ca et appartenant à Monsieur Roland TOURTE est essentielle pour la réalisation du projet d'agrandissement,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE l'acquisition, par l'intermédiaire de la SAFER Bourgogne Franche-Comté dans le cadre d'une opération de substitution, des parcelles YI 28, YI 29 et YI 41, situées à Villeneuve la dondagre, d'une superficie totale de 3 ha 95 a 18 ca et appartenant à Monsieur Roland TOURTE ;

AUTORISE le Président de la CCGB à signer l'acte d'achat par substitution pour les parcelles YI 28, YI 29 et YI 41, situées à Villeneuve la Dondagre, d'une superficie totale de 3 ha 95 a 18 ca pour un montant total de 195 414,00 € € TTC, auquel il convient d'ajouter les frais d'acte notarié, la rémunération due à la SAFER de 21 100 € TTC et une indemnité de 16 285,60 € qui sera due au fermier en place, Mr TOURTE Jean-Roland, à la signature de l'acte de vente ;

MANDATE le notaire instrumentaire de la SAFER, Maître Benjamin AUDEUX, 2 Rue de l'Eglise, 89140 SERGINES ;

DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2026 du budget principal, article 2111, opération « 2403 nouvelle zone de Villeneuve et Fouchères » pour l'achat du terrain et les frais de notaires, article 65 888 pour l'indemnité de résiliation de bail de l'exploitation agricole et chapitre 11 article 62 268 pour les frais de rémunération de la SAFER ;

CHARGE le Président de tout acte en ce sens.

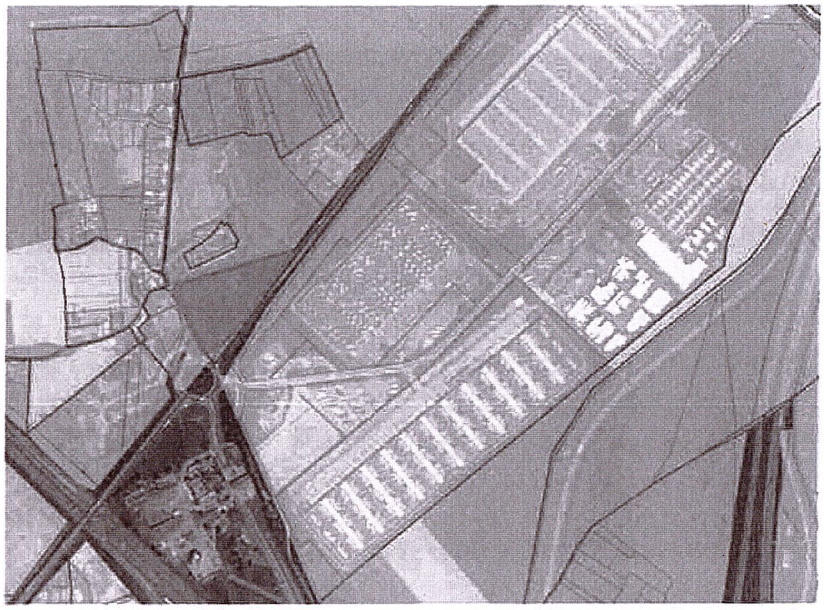
5.4. ZA Gâtinais en Bourgogne Sud : achat des parcelles ZE 24, C857 et C859 à Savigny sur Clairis

DIRECTION : Développement économique
SERVICE : Développement économique
RAPPORTEUR ELU : Jean-François CHABOLLE
RAPPORTEUR SERVICE : Guillaume WILLEMIN

SYNTHESE : Il convient d'autoriser le Président à acquérir les parcelles ZE 24, C857 et C859 à Savigny sur Clairis auprès d'APRR pour le développement de la ZA Gâtinais en Bourgogne Sud pour un montant de 81 600 € TTC (hors frais).

La Communauté de communes a l'opportunité d'acquérir 13 990 m² de terrain appartenant actuellement à la société APRR. Ces terrains sont idéalement situés, à toute proximité de l'entrée de la ZA Gâtinais en Bourgogne Sud et du giratoire de la sortie de l'autoroute A6.

Il est donc proposé au Conseil communautaire d'autoriser le Président à signer la promesse d'achat et l'acte authentique.



Délibération 2026-09-17

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5211-1 et suivants relatifs aux compétences des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) en matière de développement économique,

Vu les statuts de la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne, et notamment son article 5,

Vu l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat déterminant la valeur vénale à 62 000 € HT assorti d'une marge d'appréciation de 10% portant la valeur maximale d'acquisition à 68 000 € HT,

Vu le projet de promesse unilatérale d'achat à intervenir avec la société APRR, concessionnaire de l'Etat, dont le siège social est à SAINT-APOLLINAIRE (21850), 36 rue du Dr Schmitt, pour les parcelles ZE 24, C 857 et C 859, situées à Savigny sur Clairis, d'une superficie totale de 13 990 m² pour un montant total de 81 600 € TTC, auquel il convient d'ajouter les frais d'acte notarié ainsi que ceux qui seront la suite et la conséquence nécessaires de la présente promesse d'acquisition ainsi que ceux de l'acquisition elle-même (notamment s'il y a lieu ceux du document d'arpentage),

Considérant les besoins de maîtrise foncière de la Communauté de communes sur les parcelles ZE 24, C 857 et C 859, situées à Savigny sur Clairis dans le cadre de son développement économique,

Considérant que les parcelles précitées sont en zone 2AU du PLUi de la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne,

Considérant que l'acquisition des parcelles ZE 24, C 857 et C 859, situées à Savigny sur Clairis, d'une superficie totale de 13 990 m² est essentielle pour la réalisation du projet d'agrandissement,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré,

AUTORISE le Président de la CCGB à signer la promesse d'achat et l'acte authentique à intervenir et tout document s'y rapportant avec la société APRR, concessionnaire de l'Etat, dont le siège social est à SAINT-APOLLINAIRE (21850), 36 rue du Dr Schmitt, pour les parcelles ZE 24, C 857 et C 859, situées à Savigny sur Clairis, d'une superficie totale de 13 990 m² pour un montant total de 81 600 € TTC, auquel il convient d'ajouter les frais d'acte notarié ainsi que ceux qui seront la suite et la conséquence nécessaires de la présente promesse d'acquisition ainsi que ceux de l'acquisition elle-même (notamment s'il y a lieu ceux du document d'arpentage) ;

DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2026 du budget principal, article 2111, opération « 2505 nouvelle zone de Savigny/Piffonds » pour l'achat du terrain et les frais de notaires ;

CHARGE le Président de tout acte en ce sens.

Vote : Abstention : 0 ; Contre : 1 (Bruno COUARD) ; Pour : 35.

5.5. ZA Gâtinais en Bourgogne Nord : avenant n°1 au marché de travaux (lot 1 VRD) de réalisation d'un giratoire et d'une voie d'accès

DIRECTION : Développement économique
SERVICE : Développement économique
RAPPORTEUR ELU : Jean-François CHABOLLE
RAPPORTEUR SERVICE : Guillaume WILLEMIN

SYNTHESE : Il est proposé au Conseil communautaire d'approuver un avenant n°1 de régularisation au marché de travaux de réalisation d'un giratoire et d'une voie d'accès au sein de la ZA Gâtinais en Bourgogne Nord afin de corriger une erreur matérielle constatée entre l'acte d'engagement et le détail estimatif. Cette correction n'emporte aucune modification des prestations, des quantités ni des conditions d'attribution du marché.

Par délibération en date du 29 juin 2026, le Conseil communautaire a attribué et autorisé la signature du marché de travaux lot 1 VRD (Voirie et Réseaux Divers) à l'entreprise COLAS France – Etablissement Bourgogne Ouest pour son offre variante 1 d'un montant de 937 831,90 € HT soit 1 125 398,28 € TTC dans le cadre des travaux de construction d'un giratoire et d'une voie d'accès au sein de la ZA Gâtinais en Bourgogne Nord.

Lors de la mise en œuvre du marché, une vérification des pièces contractuelles a permis de constater une discordance entre le montant mentionné dans l'acte d'engagement signé et le montant résultant du détail estimatif ayant servi à l'analyse des offres et à l'attribution du marché.

Cette différence résulte d'une erreur matérielle de retranscription lors de l'établissement des pièces du marché.

Le montant figurant dans le détail estimatif correspond bien au montant retenu pour l'analyse des candidatures et le classement des offres. Il n'y a donc :

- aucune modification des prestations prévues ;
- aucune modification des quantités de travaux ;
- aucune remise en cause du choix de l'entreprise attributaire ;
- aucune modification de l'économie générale du contrat.

L'avenant proposé a pour unique objet de mettre en cohérence les pièces contractuelles en corrigeant cette erreur matérielle.

Le montant du marché est ainsi régularisé comme suit :

Montant indiqué à l'acte d'engagement	937 831.90 € HT
Montant résultant du détail estimatif	936 831.90 € HT
Écart	**1 000 € HT**

Le Conseil communautaire est invité à approuver cet avenant et à autoriser le Président à le signer.

Délibération 2026-09-18

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la commande publique, notamment ses articles L2194-1 et R2194-8,

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 29 juin 2026 attribuant et autorisant la signature du marché de travaux lot 1 VRD (Voirie et Réseaux Divers) à l'entreprise COLAS France – Etablissement Bourgogne Ouest pour son offre variante 1 d'un montant de 937 831,90 € HT soit 1 125 398,28 € TTC dans le cadre des travaux de construction d'un giratoire et d'une voie d'accès au sein de la ZA Gâtinais en Bourgogne Nord,

Vu l'avis favorable de la commission Finances-procédures adaptées -subventions du 14 septembre,

Considérant que la Communauté de communes a conclu avec l'entreprise COLAS un marché de travaux, lot 1 VRD (Voirie et Réseaux Divers), dans le cadre des travaux de construction d'un giratoire et d'une voie d'accès au sein de la ZA Gâtinais en Bourgogne Nord,

Considérant qu'à l'occasion de l'exécution du marché, il a été constaté une discordance entre le montant figurant à l'acte d'engagement et celui résultant du détail estimatif ayant servi à l'analyse des offres et à l'attribution du marché,

Considérant que cette différence résulte d'une erreur matérielle de retranscription et ne remet pas en cause les conditions de mise en concurrence, le classement des offres ni l'économie générale du contrat,

Considérant qu'il convient dès lors de régulariser cette erreur par la conclusion d'un avenant afin de faire coïncider le montant contractuel avec le montant réellement retenu lors de l'attribution du marché,

Avenant n°1

	Montant HT
Montant initial de l'acte d'engagement	937 831.90 €
Montant correct issu du détail estimatif	936 831.90 €
Écart	- 1 000 €
Variation	- 0.11 %

Cet avenant a pour seul objet de rectifier l'erreur matérielle constatée entre les pièces du marché.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE l'avenant n°1 au marché de travaux lot 1 VRD (Voirie et Réseaux Divers) dans le cadre des travaux de construction d'un giratoire et d'une voie d'accès au sein de la ZA Gâtinais en Bourgogne Nord, conclu avec l'entreprise COLAS France – Etablissement Bourgogne Ouest, afin de régulariser l'erreur matérielle constatée entre l'acte d'engagement et le détail estimatif ;

FIXE le montant du marché à la somme de **936 831,90 € HT**, soit **1 124 198,28 € TTC** ;

AUTORISE le Président à signer l'avenant n°1 ainsi que tout document nécessaire à son exécution ;

DIT que les crédits relatifs aux travaux sont inscrits au budget primitif 2026, opération 2401 aménagement rond-point et voirie.

CHARGE le Président de tout acte en ce sens.

6. RESSOURCES HUMAINES

6.1. Création d'un poste d'adjoint administratif principal 2ème classe

DIRECTION : Direction générale
SERVICE : Ressources humaines
RAPPORTEUR ELU : Jean-François CHABOLLE
RAPPORTEUR SERVICE : Laurent POSTIGO

SYNTHESE : Il est proposé la création d'un poste dans le grade d'adjoint administratif principal 2ème classe (32/35ème).

Compte tenu :

- De l'augmentation des tâches administratives
- Du développement des missions incombant au service école de musique
- D'un besoin de technicité supérieur des agents pour répondre aux sollicitations des administrés

Il est proposé de créer 1 poste dans le grade d'adjoint administratif principal 2ème classe à raison de 32 heures hebdomadaires à compter du 1er novembre 2026.

Délibération 2026-09-19

RESSOURCES HUMAINES : Création d'un poste dans le grade d'adjoint administratif principal 2ème classe à raison de 32 heures par semaine

Vu le Code Général de la Fonction publique et notamment ses articles L313-1 et L332-8,

Vu le budget, chapitre 012,

Vu le tableau des emplois et des effectifs,

Considérant :

- l'augmentation des tâches administratives
- le développement des missions incombant au service école de musique
- le besoin de technicité supérieur des agents pour répondre aux sollicitations des administrés

Considérant la nécessité de créer un poste dans le grade d'adjoint administratif principal 2ème classe à raison de 32 heures hebdomadaires à compter du 1er novembre 2026, pour répondre aux besoins énoncés ci-dessus,

Cet emploi sera pourvu par un fonctionnaire titulaire du grade précité.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE la création un poste dans le grade d'adjoint administratif principal 2ème classe à raison de 32 heures hebdomadaires à compter du 1er novembre 2026, pour répondre aux besoins énoncés ci-dessus,

DIT que les crédits sont prévus au budget primitif 2026, chapitre 012 ;

CHARGE le Président de tout acte en ce sens.

7. SPANC

7.1. Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) pour l'année 2025

DIRECTION : Environnement
SERVICE : SPANC
RAPPORTEUR ELU : Frédéric BOURGEOIS
RAPPORTEUR SERVICE : Francis SODO

SYNTHESE : La Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne en charge du Service Public en Assainissement Non Collectif a l'obligation de présenter un rapport annuel sur le prix et la qualité du service.

Ce rapport vise principalement à fournir aux usagers une compréhension claire du fonctionnement du service ainsi qu'une meilleure connaissance de son coût. Il comprend l'ensemble des informations relatives aux indicateurs techniques et financiers du service.

Il sera étudié en commission du 21 septembre 2026.

Les points clés du rapport :

➲ L'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif

Cet indicateur descriptif du service permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées en assainissement non collectif.

L'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif est de **120/140 pour**

A : Eléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service public d'assainissement non collectif	
Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération	20/20
Application d'un règlement du service public d'assainissement non collectif approuvé par une délibération.	20/20
Mise en œuvre de la vérification de conception et d'exécution des installations réalisées ou réhabilitées	30/30
Mise en œuvre du diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien	30/30
TOTAL des Points	**100/100**
B : Eléments facultatifs du service public d'assainissement non collectif : points comptabilisés seulement si tous les éléments	
Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations	0/10
Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations.	20/20
Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange. * *Exemple traitement : Station d'épuration*	0/10
TOTAL des Points	**20/40**

2025. Il est identique à celui de 2024.

➲ **Les évolutions des prestations**

Les prestations assurées par le service sont les contrôles de conception et d'exécution des installations réalisées ou réhabilitées et les contrôles des installations existantes :

CONTROLES	2024		**2025**	
	Conception	Réalisation	**Conception**	**Réalisation**
TOTAL	27	28	**34**	**20**

➲ **Contrôles des installations existantes**

	Contrôles existants	Ventes comprises	Périodique/ Initial compris
2024	262	89	173
2025	319	95	224

Les installations ont été évaluées selon les critères de l'arrêté du 27 avril 2012 qui définit les modalités d'exécution de la mission de contrôle et l'évaluation de la conformité.

Ce texte conduit à prioriser l'action des SPANC sur les situations présentant un enjeu fort sur le plan sanitaire ou environnemental.

	ACCEPTABLE	NON CONFORME : recommandation pour améliorer le fonctionnement	NON CONFORME Travaux obligatoires sous 4 ans ou travaux différés
ARRETE 27/04/2012	Installation adaptée	Installation non conforme (Art.4- cas c)	Absence d'installation > Non-respect de l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique Installation non conforme (Art.4- cas a) > Danger pour la santé des personnes Installation non conforme (Art.4- cas b) > Risque environnemental avéré
NB TOTAL	101	82	136
	32%	26%	43%
Réhabilitation	Recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation	Travaux dans un délai de 1 an si vente	Travaux obligatoires sous 4 ans Travaux dans un délai de 1 an si vente Travaux à réaliser dans les meilleurs délais

➲ **Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif**

Il est défini par l'arrêté du 3 décembre 2013 comme suit :
(Nb installations conformes ou acceptables+ non conforme ne présentant pas de dangers pour la santé des personnes ou de risques avérés de pollution de l'environnement + Dont installations neuves) /nb total d'installations, installation neuves comprises = 75 %

➲ **Les évolutions des coûts**

La redevance doit couvrir les charges de fonctionnement du service.

Montant de la redevance	2022/2025
Contrôle vente	200 €
Contrôle diagnostic	120 €
Contrôle périodique de bon fonctionnement	110 €
Vérification de la conception et de l'implantation d'une installation	*100 €*
Vérification de la bonne exécution des travaux	*120 €*

➲ **Evolution du Compte administratif**

	2023	2024	2025
Dépenses d'exploitation du service € TTC	41 165 €	78 873 €	**111 760 €**
Recettes d'exploitation du service € TTC	54 503 €	59 169 €	**81 955 €**
Dépenses d'investissement du service € TTC	66 000 €	69 908 €	**7 474 €**
Recettes investissement du service € TTC	40 005 €	62 436 €	**32 289 €**

Délibération 2026-09-20

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 95-101 du 2 février 1995 (loi Barnier) relative au renforcement de la protection de l'environnement, institue l'obligation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'eau et d'assainissement,

Vu l'arrêté du 2 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 2 mai 2007 introduit des indicateurs de performance dans le rapport annuel,

Vu les statuts de la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne (CCGB) et notamment son article 5,

Vu le rapport annuel 2025 sur le prix et la qualité du SPANC, établi par les services de la Communauté de communes du Gâtinais en Bourgogne,

Considérant que ce rapport présente les indicateurs techniques et financiers du service (nombre d'usagers concerné par le service, coûts, le taux de non-conformité des installations et autres),

Considérant qu'il permet d'assurer une information transparente aux élus et aux usagers sur la gestion du SPANC,

Considérant qu'il est transmis pour information aux communes membres de la CCGB et mis à disposition du public conformément à la réglementation,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

ADOPTE le rapport 2025 sur le prix et la qualité du SPANC ;

AUTORISE le Président à le signer ;

METT ce rapport à disposition du public conformément à la réglementation en vigueur ;

CHARGE le Président de notifier ce rapport à toutes les communes bénéficiant du service qui devront délibérer sur ce rapport avant le 31 décembre 2026 ;

CHARGE le Président de tout acte en ce sens.

8. QUESTIONS DIVERSES

8.1. Distribution de la Lettre du Gâtinais

L'ordre du jour étant épuisé, le Président remercie les élus et lève la séance.

Le Président

Jean-François CHABOLLE
Maire de Vallery

Le secrétaire de séance

Pascal REGNARD
Maire de Nailly

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU GÂTINAIS EN BOURGOGNE
CHÉROY
(Yonne)

MAIRIE DE NAILLY
89